Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 21 (2016)

Buchbesprechung: Comptes rendus = Rezensionen

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.09.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

JOINDRE L'UTILE À L'AGRÉABLE

Jardin familial et modes de vie populaires

Frauenfelder Arnaud, Delay Christophe, Scalambrin Laure
2015. Lausanne: Antipodes. ISBN 978-2-88901-100-1. 239 p.

Texte: *Yassin Boughaba, IEPHI, Université de Lausanne & CENS, Université de Nantes*

Dans ce livre issu d'une enquête collective financée par la Direction de l'aménagement du territoire de l'Etat de Genève, Arnaud Frauenfelder, Christophe Delay et Laure Scalambrin étudient une activité de loisir (ou activité hors-travail) particulière: le jardinage sur les parcelles de terre mises à disposition par l'Etat *via* la Fédération genevoise des jardins familiaux (FGJF). Ce terrain d'enquête, qui rassemble majoritairement des ouvriers / ères et des employé.e.s, souvent de la fonction publique, sert pour les auteur-e-s de lieu d'observation des modes de vie des fractions «hautes» des classes populaires. En d'autres termes, en décrivant la manière dont ces maçons, gendarmes à la retraite, ou assistantes de soins cultivent, conservent et échangent leurs légumes et leurs fleurs, prennent leur repas et invitent leurs proches, les auteur.e.s cherchent à décrire la signification d'un ensemble de pratiques d'individus à la fois tendanciellement dominés au travail et créateurs ou légitimes dans leurs activités à côté de celui-ci. L'ouvrage s'inscrit ainsi dans le débat sur l'analyse des cultures populaires (ou «dominées») initié en France par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron (1989) et qui visait à préciser les risques interprétatifs (misérabilisme, populisme, ethnocentrisme) liés à l'analyse des productions symboliques des ouvriers / ères, employé-e-s et paysan. ne.s et, entre autres, à amender les analyses bourdieusiennes jugées légitimistes. Les auteur-e-s se situent donc dans le sillage de sociologues français – qu'ils citent abondamment – qui s'étaient emparés de ce programme de recherche dans les années 1980 en effectuant des enquêtes localisées auprès d'ouvriers / ères de diverses régions de France (Pialoux & Corouge 2011, Retière 1994, Schwartz 1990, Weber 1989).

Le titre de l'ouvrage évoque la thèse principale des auteur-e-s: pratique utile (i.e. permettant de faire des économies) et agréable (i.e. apportant des gratifications symboliques), le jardinage est un exemple de l'ambivalence des cultures populaires qui sont à la fois dominées, en raison de l'existence d'un ordre social et symbolique inégalitaire, et autonomes, car redevables des conditions de vie particulières des individus qui les forment. Pour reprendre les mots des auteur-e-s: «on peut [...] considérer que le jardinage est une activité située [...] à mi-chemin entre un gagne-pain et un passe-temps, entre une forme de ‹choix du nécessaire› et une forme de ‹goût populaire de l'expression personnelle› et de ‹loisir créateur» (p. 118). Leurs résultats se fondent principalement sur une analyse d'entretiens semi-directifs menés auprès de locataires de trois sites de jardins familiaux. Parallèlement, ces résultats sont étayés par d'autres sources: des études publiées par d'autres sociologues des mondes populaires, des documents et des statistiques de la FGJF, la (modeste) littérature secondaire sur les jardins familiaux à Genève ainsi que des photographies.

L'ouvrage est composé de deux parties qui répondent à deux questions distinctes: qui sont les jardiniers / ères? Et que font-ils dans leur jardin? La première partie, plus courte, vise à situer socialement ceux-ci à l'aide de tableaux de fréquences, principalement construits à partir des données issues des entretiens. Il ressort de cette analyse que les jardiniers / ères sont majoritairement des hommes, souvent âgé-e-s de plus de 50 ans et étrangers / ères (de nationalité portugaise et italienne notamment) et qu'ils appartiennent aux fractions 'hautes' des classes populaires – les locataires des jardins familiaux sont très majoritairement des ouvriers / ères et des employé-e-s. Bien qu'instructive du point de vue sociographique, on peut s'interroger sur la pertinence de cette analyse statistique, dans la mesure où elle est menée sur une petite population d'enquêté-e-s. (une vingtaine d'individus) et où elle introduit une logique de représentativité dans une démarche qualitative. Dans cette partie, j'aurais pour ma part préféré lire un commentaire du tableau sur les caractéristiques sociales des interlocuteurs / trices – qui est reporté en annexe – ainsi qu'un développement sur les représentations subjectives de soi et des positions sociales occupées.

La seconde partie rassemble quant à elle les principaux résultats de l'enquête. Cette partie suit une logique analytique, de manière à aborder les différents enjeux sociologiques soulevés par la pratique du jardinage et d'avancer dans la connaissance des modes de vie populaires. Chaque chapitre traite d'un enjeu différent, à savoir l'origine (sociale) du goût pour le jardinage (ch. 3), l'inscription de ce goût dans une morale de classe (ch. 4), l'intrication sociale du domaine professionnel et des activités hors-travail (ch. 5), la question de l'existence de pratiques de loisirs pour les classes 'dominées' et de celle de l'autonomie des cultures populaires appréhendée à l'aune des pratiques alimentaires des jardiniers / ères (ch. 6 et 7) et, enfin, la forme, l'étendue et les significations des sociabilités en milieux populaires (ch. 8 et 9). Ces chapitres couvrent donc très systématiquement les diverses questions que soulève l'étude des cultures populaires *via* l'observation des pratiques hors-travail. Je m'arrêterai sur deux enjeux me semblant être particulièrement intéressants à développer.

D'une part, les auteur-e-s montrent que la pratique du jardinage a une signification particulière pour les usagers / ères qui travaillent en tant qu'exécutant-e et / ou dans des conditions pénibles. Dominés au travail, ces individus trouvent des gratifications symboliques dans leur pratique, qu'il s'agisse de construire un beau cabanon ou d'aménager une pergola (structure qui supporte des plantes grimpantes et qui abrite du soleil), de produire des légumes de qualité et en quantité, ou encore de donner à voir une parcelle propre et belle parce qu'agrémentée de fleurs. Ces gratifications symboliques – parallèles aux économies que le jardin permet de faire *via* l'autoconsommation – sont particulièrement précieuses pour les ouvriers / ères qui subissent les contraintes liées à leurs situations de travail. Comme l'exprime ce conducteur des TPG (38 ans, de nationalité portugaise): «Après quatre jours faire les embouteillages, les clients, le stress, les horaires et tout ça... Moi le quatrième jour je respire et dis ‹bon, je vais au jardin›. [...] Parce que mon boulot c'est comme ça... Je commence à 10h et 1 minute, c'est 10h et 1 minute, ce n'est pas 10h12! J'ai plus la tête [ici au jardin] dans les horaires... ‹Quelle est la ligne que je vais faire?› Ici, c'est ça que c'est bon, il y a pas de lignes, il y pas d'horaires.» (cité p. 95). Ce témoignage illustre bien, à mon avis, la plus grande intrication sociale des domaines professionnel et de loisirs en milieux populaires; les gratifications issues des activités hors-travail prennent dès lors sens en rapport avec une situation professionnelle désavantageuse.

D'autre part, leur analyse des sociabilités au jardin montre bien que celles-ci prennent des formes et une étendue qui sont spécifiques aux classes populaires. Alors que les membres des classes moyennes et supérieures possèdent un capital social, objectivé dans un «carnet d'adresses», les jardiniers / ères fréquentent plus souvent et plus exclusivement leur famille (nucléaire ou élargie), en l'occurrence lors de repas organisés au jardin. Les sociabilités prennent également une forme plus directe: les auteur-e-s montrent par exemple que les liens d'amitié entre jardiniers / ères se nouent d'abord avec les voisin-e-s les plus proches ou encore que les discussions et les échanges s'engagent souvent spontanément (p. 154-155). Dans le cadre de ces sociabilités, quoique circonscrites, des biens et des services circulent, ce qui fait dire aux auteur-e-s qu'elles fonctionnent comme une «protection rapprochée» (Castel 2003, 167). En revanche, et les auteur-e-s le relèvent, ces sociabilités au jardin semblent également être le support d'un important contrôle social en raison des obligations qu'elles génèrent, qu'il s'agisse de l'obligation de prendre des nouvelles des voisin-e-s (âgé-e-s en particulier), de maintenir son jardin propre pour ne pas subir les commérages négatifs, de donner et de recevoir des légumes ou encore de l'obligation de participer aux rituels de cet entre-soi local (comme la bière partagée en fin d'après-midi).

Pour finir, j'ai identifié un revers à cette appréhension très systématique des enjeux sociaux liés aux pratiques hors-travail des classes populaires: à mon avis, certaines analyses ne sont pas suffisamment attentives aux contre-exemples et aux différences sociales au sein de la population enquêtée. Porter attention à ces deux éléments auraient permis d'approfondir des résultats déjà publiés et, peut-être, d'identifier des spécificités liées à la société suisse, en termes de niveaux de revenu et de chômage ou de rapports étrangers-Suisses notamment. Quoiqu'il en soit, la publication de ce livre est bienvenue, car elle contribue à constituer un champ de recherche sur les mondes populaires, qui reste bien peu développé en Suisse romande.

RÉFÉRENCES

Castel Robert. 2003. L'insécurité sociale. *Qu'est-ce qu'être protégé?* Paris: Seuil.

Grignon Claude, Passeron Jean-Claude. 1989. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*. Paris: Seuil & Gallimard.

Pialoux Michel, Corouge Christian. 2011. *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*. Marseille: Agone.

Retière Jean-Noël. 1994. *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*. Paris: L'Harmattan.

Schwartz Olivier. 1990. *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*. Paris: PUF.

Weber Florence. 1989. *Le travail à-côté. Etude d'ethnographie ouvrière*. Paris: EHESS.

ANTHROPOLOGY AT THE CROSSROADS

The view from France

Sophie Chevalier (ed.)
2015. Canon Pyon: Sean Kingston Publishing. ISBN 9- 78 1907 77 4409. 151 p.

Texte: *Suzanne Chappaz-Wirthner, chercheuse indépendante*

Dans son livre *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Marc Augé remarque que si l'anthropologie est à même de s'adapter aux transformations du monde qu'elle se donne pour mission de comprendre, c'est qu'elle n'a de cesse d'intégrer dans sa démarche une réflexion critique sur ses conditions d'existence et ses choix conceptuels et thématiques (1994: 61).

L'ouvrage édité par Sophie Chevalier, professeure d'anthropologie à l'Université de Picardie à Amiens et cofondatrice de la revue en ligne *ethnographiques.org*, s'inscrit dans cette perspective réflexive. Il réunit les contributions des chercheuses et des chercheurs français invités par David Shankland, directeur du *Royal Anthropological Institute*, à présenter à leurs collègues britanniques les orientations récentes de la discipline dans leur pays. Ce *French Anthropology Day* eut lieu le 4 novembre 2011 à l'Institut français de Londres, inaugurant une série de journées similaires destinées à mettre en lumière la diversité des trajectoires que l'anthropologie décrit dans les différents pays du globe en fonction de ses ancrages institutionnels particuliers.

S'il existe une singularité de l'anthropologie en France, elle relève donc moins d'un «esprit national» dont les anthropologues se feraient les témoins complaisants que des circonstances qui ont présidé à sa naissance et à son développement. Ce point de vue relie les sept contributions réunies en chapitres dans ce livre. J'ai choisi d'en présenter les aspects saillants.

L'anthropologie a procédé ces dernières années à la redéfinition de son projet, de ses concepts et de ses méthodes dans le cadre contraignant propre à l'organisation des modes de production de la connaissance, s'adaptant ainsi de manière créative aux défis de la globalisation. Deux chapitres s'attachent à analyser cette réorganisation du champ: le chapitre I *Anthropology in France today: a view from within*, écrit de concert par Sophie Chevalier et Emmanuelle Lallement, et le chapitre IV *The rise and fall of French 'anthropology at home'* rédigé par la première. Les auteures montrent que si singularité française il y a, elle est à mettre au compte des relations ambiguës que l'anthropologie entretient avec la sociologie et la philosophie, ces disciplines proches forgées dans la même matrice historique, une proximité sororale qui se trouve tempérée toutefois par la distance nécessaire à l'affûtage du profil institutionnel. Par ailleurs, si la décolonisation ébranla la «division du travail» entre la sociologie et l'anthropologie héritée des temps coloniaux et répercutée aussi bien dans le champ académique que dans le champ muséal, entraînant l'émergence d'une anthropologie at home, celle-ci eut à définir sa position par rapport à une «ethnologie de la France» confrontée de son côté à la nécessité de se défaire des entraves que lui valut à ses débuts sa collusion avec la construction d'une «nation française». L'apparition relativement tardive de l'anthropologie urbaine en France, inaugurée par les travaux de Georges Balandier et de Gérard Althabe, contribua à ôter de leur pertinence à ces clivages, créant dans le même temps les conditions propices au renouvellement de l'anthropologie générale. Les auteures soulignent le rôle actif joué à cet égard par l'Association Française d'Ethnologie et d'Anthropologie (AFEA), fondée en 2009 à l'EHESS à Paris dans le but de «présenter un front uni» face aux menaces que font peser sur le statut académique de l'anthropologie les réformes entreprises par le gouvernement français au sein du CNRS et des universités à la fin des années 1990.

Quelle place cette réorganisation de l'anthropologie laisse-t-elle à l'une des figures qui en domina le champ pendant plus de trente ans? C'est de cette question que traite Emmanuel Désveaux dans le chapitre II *Lévi-Strauss and his heirs*. Il y procède à une évaluation critique de deux anthropologues considérés comme les héritiers intellectuels et institutionnels

du maître: Françoise Héritier et Philippe Descola. Tous deux ont succédé à Lévi-Strauss au Collège de France, l'une accédant à sa chaire en 1983, l'autre en 2000. Si l'une et l'autre reprennent à leur compte «le legs du maître», c'est en procédant à une lecture biaisée de l'œuvre de Lévi-Strauss, dans laquelle l'auteur voit les prémices d'un retour de la substance dans des domaines d'où le structuralisme l'avait pourtant expulsée. Chez Françoise Héritier, il se manifeste dans une approche de la parenté qui réintroduit l'élément biologique dans un champ que Lévi-Strauss s'était justement employé à dénaturer (l'auteur fait-il ici référence à la notion de «cumul de l'identique» dont elle se sert pour définir un «inceste du deuxième type»?). Quant à Philippe Descola, c'est à la définition du totémisme qu'il fait subir un infléchissement similaire lorsque le redéfinissant au sein de son système d'ontologies, en se fondant sur des exemples australiens pour l'essentiel, il renoue selon l'auteur avec la notion de «participation» de Lévi-Bruhl réfutée par Lévi-Strauss.

C'est d'héritage également dont traite Benoît de l'Estoile dans le chapitre V *Can French anthropology outlive its museums*? L'auteur fait ici référence aux remaniements récents survenus dans le champ muséal avec la clôture quasi simultanée en 2005 / 2006 de deux institutions auxquelles l'histoire de l'anthropologie en France est étroitement liée: Le Musée de l'Homme fondé par Paul Rivet en 1937, qui fut un haut lieu de la résistance sous le régime de Vichy, et le Musée national des arts et traditions populaires fondé la même année par Georges Henri Rivière sous l'impulsion du Front populaire. Tous deux se trouvèrent lors de leur clôture dépouillés de leur rôle de «musée-laboratoire» en même temps que d'une grande partie de leurs collections transférées respectivement au Musée du quai Branly (MQB) à Paris et au Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) à Marseille. Hauts fonctionnaires et commissaires d'exposition ont aujourd'hui la mainmise sur ces musées transformés en centres culturels, dont l'architecture et l'emplacement participent de la promotion autant, sinon davantage, que les collections qui y sont présentées. Quelle place une anthropologie devenue «post-muséale» peut-elle trouver au sein de ces musées «post-ethnographiques»? Selon l'Estoile, la réponse réside dans une confrontation réflexive des anthropologues avec leur histoire nationale et dans l'élaboration de nouvelles questions sur le statut des collections et la diversité des regards portés sur elles.

L'orientation prise en France par l'anthropologie entre la fin des années 70 et le début des années 90 est présentée par Michel Agier dans le chapitre III *The contemporary turn of anthropology*. Dans un monde où l'individualisme tient lieu de modèle social et où l'intensification des flux bouscule les agencements communautaires et territoriaux ainsi que leurs «frontières», l'anthropologue a dû ajuster son point de vue: redéfinir ses terrains d'enquête, élaborer une démarche adaptée aux configurations enchâssées dans un ensemble englobant devenu un cadre de références obligé et se doter d'un cadre théorique adéquat. Il lui a fallu en particulier déjouer «le piège de l'identité», se défaire de ses mâchoires essentialistes et substituer le politique à l'ethnique, le *demos* à l'*ethnos*. Ainsi a-t-il été conduit à mettre l'accent sur les processus au travers desquels les «mondes contemporains» sont produits, à porter son attention sur les manières de faire de leurs acteurs, à suivre leurs parcours par-delà les frontières et à mener, au sein de «situations» dont il est lui-même partie prenante, une ethnographie réflexive et dialogique dans un cadre macro-analytique incluant le recours possible à d'autres disciplines.

L'anthropologie urbaine a, comme on l'a vu, joué un rôle décisif dans ces transformations. Dans le chapitre VI *Ethnologists and the city*, Emmanuelle Lallement revient sur les circonstances de son émergence. A la différence des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, ce n'est qu'à partir des années 80 qu'une approche anthropologique de la ville a bénéficié en France d'une reconnaissance académique, mais il a fallu, pour que soit reconnue la pertinence de ce nouvel objet, que les chercheuses et les chercheurs procèdent à une critique interne de l'anthropologie et reviennent sur les conditions historiques qui en ont déterminé les orientations. C'est par le biais de ce questionnement réflexif, constitutif de son existence, que l'anthropologie urbaine a contribué de façon décisive au renouvellement de l'anthropologie générale et à son adaptation aux défis de la globalisation. Si la recherche a dans un premier temps transféré sur le terrain urbain (les banlieues, les quartiers défavorisés, les gangs de jeunes) des méthodes forgées au contact de petites communautés rurales ou exotiques apparemment homogènes, contribuant à la création de la catégorie «étrangers de l'intérieur», elle a dû par la suite dépasser de tels clivages. C'est dans cette perspective que l'auteure enquête sur les modes de construction de la ville à partir de situations propices à l'étude des interactions et des comportements des différents acteurs, qu'il s'agisse d'événements comme Paris Plage ou d'espaces commerciaux tels Barbès ou encore du phénomène des résidences secondaires analysé avec Sophie Chevalier et Sophie Corbillé.

Mais l'anthropologie urbaine n'en pas négligé pour autant le recours à des instruments plus «classiques» apparemment, tel l'étude de la parenté, comme Anne-Christine Trémon le montre dans le chapitre VII *Métissage and kinship: two key concepts in the study of diaspora*. Pour ses recherches sur la diaspora chinoise en Polynésie française, elle s'appuie sur la définition de Roger Brubaker (dispersion géographique, orientation vers

le pays d'origine réel ou imaginé, préservation d'une identification distincte dans la société d'accueil) et adopte une démarche qui combine ethnographie multi-sites et cadre macro-analytique. Mettant l'accent sur les pratiques, les institutions et les réseaux constitutifs d'une diaspora, elle met en lumière le rôle de médiation que la parenté joue dans cette situation transnationale, tenant lieu à la fois de cadre de reproduction dans le pays d'accueil (Tahiti en l'occurrence) et de canal de liaison avec le pays d'origine (des villages en Chine continentale). La place que les personnes occupent dans leur lignage ainsi que l'histoire de leur migration déterminent, entre le lieu de départ et le lieu d'établissement, un mouvement complexe de relations et de ruptures par lequel les membres de cette diaspora s'adaptent avec souplesse aux aléas de la conjoncture.

Répondant à l'invitation de collègues britanniques curieux d'en savoir plus sur les infléchissements apportés à leur discipline commune, les contributions des anthropologues français réunies dans ce livre sont orientées par les questionnements adressés à leurs auteurs. Aussi, comme l'éditrice le souligne dans son introduction, le portrait proposé se révèle-t-il partial; il n'en revêt pas moins à mes yeux une portée majeure qui tient à la façon subtile dont les différents auteurs, tout en témoignant de leur conscience des contraintes institutionnelles et contextuelles dans lesquelles ils travaillent, tirent de cette mise en lumière critique un élan qui déjoue le pessimisme des voix annonçant ici et là «la fin de l'anthropologie».

RÉFÉRENCE

Augé Marc. 1994. *Pour une anthropologie des mondes contemporains.* Paris: Aubier.

NARRATING VICTIMHOOD

Gender, Religion and the Making of Place in Post-War Croatia

Michaela Schäuble
2014. New York: Berghahn. ISBN 978-1-78238-260-7. 392 p.

Texte: *Gilles de Rapper, Aix Marseille Université, CNRS, IDEMEC UMR 7307*

Ce livre séduit au premier abord par sa richesse ethnographique. Il repose sur une enquête de terrain menée par son auteur dans une petite région de Dalmatie, de 2004 à 2012. La petite ville de Sinj (2000 habitants) et les villages circonvoisins, totalisant une population de près de 25 000 habitants, sont situés sur un plateau de la chaîne dinarique et constituent une unité relativement bien identifiée de l'extérieur: la région, très pauvre, est connue pour son attachement au catholicisme et comme un bastion du nationalisme croate Le livre s'attache à comprendre comment ces Dalmatiens ruraux «racontent et donnent de la dignité à leurs vies dans un temps et dans un lieu où les ressources sont rares et où leur statut est bas» (p. 18).

Cette riche ethnographie, faite d'observations d'activités quotidiennes ou exceptionnelles, d'entretiens, de recueil de discours publics et de conversations, repose sur un terrain de longue durée, avec une immersion dans plusieurs familles de la région. Elle donne accès à de nombreux aspects de l'existence dans cette région (économie et vie domestique, religion, vie politique) sur une durée de plusieurs années, ce qui permet de repérer des changements. Mais il ne s'agit pas d'une monographie classique, ni dans la présentation, ni dans les objectifs visés. Le plan adopté ne vise pas une description exhaustive de cette communauté, même si l'auteur prétend opérer par un «zoom arrière» (p. 15), depuis la présentation rapprochée de la région et de ses habitants et habitantes jusqu'à la prise en compte de leur insertion dans des processus plus vastes. Les cinq chapitres constituent chacun une étude particulière (certains ont fait l'objet d'une publication antérieure) qui, à partir d'un même terrain, adopte un point de vue et un niveau d'analyse différent pour explorer un thème précis.

Le premier chapitre (*(In-)Subordination at the Margins of Europe*) porte ainsi sur l'écriture et la mise en scène de l'histoire lors d'une fête commémorant une victoire sur les Ottomans au XVIIIe siècle. En 1715, les défenseurs de la ville, alors vénitienne, repoussent une attaque de l'armée ottomane, dernière tentative de l'Empire pour s'emparer de la ville. L'étude permet d'introduire des éléments d'histoire de la région, depuis l'époque médiévale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, et de montrer comment cet événement des guerres turco-vénitiennes a abouti à la formation d'une identité locale bien marquée, avec le concours du regard extérieur (une section du chapitre est consacrée aux récits de voyages). Il s'agit ici de l'étude d'une fête commémorative, la *Sinjska Alka*, inscrite sur la liste du Patrimoine immatériel de l'UNESCO depuis 2010, dont Michaela Schäuble retrace l'histoire et le déroulement, et à propos de laquelle elle montre les mobilisations et récupérations politiques changeantes. Après avoir été un symbole nationaliste et anti-européen, la fête est devenue, à l'approche de l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne, le symbole de la «nouvelle image publique de la Croatie en Europe» (p. 69).

Le deuxième chapitre (*Marian Devotion in Times of War*) porte sur le culte local de Marie à partir de l'observation d'un pèlerinage annuel dans la ville de Sinj qui rassemble des centaines de milliers de personnes le jour de l'Assomption autour d'une peinture miraculeuse de la Vierge (censée avoir fait fuir les armées ottomanes assiégeant la ville en 1715). La Vierge étant apparue dans un village voisin en 1983, on pense bien sûr au pèlerinage de Medjugorje, en Bosnie-Herzégovine voisine, et la Vierge de Sinj est à juste titre replacée dans le contexte régional des apparitions mariales en Yougoslavie. Le culte de Marie est ainsi mis en relation avec les sentiments anti-communistes et les tensions inter-ethniques et inter-religieuses dans le pays. L'auteure conclut par l'intéressante suggestion que le déclin des cultes locaux observé dans le catholicisme dans la seconde moitié du XXe siècle s'efface aujourd'hui devant un renouveau lié à «l'importance croissante prise par les régions dans le contexte d'une européanisation et d'une

mondialisation sans cesse en marche» (p. 126): les cultes locaux se réinstaurent comme des réponses aux influences politiques et économiques venues d'ailleurs.

Le troisième chapitre (*Re-Visions of History through Landscape*) traite du rôle de l'environnement physique, du paysage, dans la perception de l'histoire. L'auteur s'intéresse en particulier aux multiples tombes collectives et sites de massacre qui parsèment la région, notamment depuis la Seconde Guerre mondiale. La présence de ces «fantômes» (p. 141) liés au passé communiste implique une vision de l'histoire et de la mémoire qui s'exprime dans de nombreuses commémorations. Le matériel ethnographique est centré sur la reconnaissance, à la fin des années 1990, d'une crevasse située non loin de la ville de Sinj, dans laquelle auraient été jetés les corps d'habitants de la région tués par les partisans communistes. Le site est aujourd'hui marqué par une chapelle (réplique de l'autel de Marie discuté dans le chapitre précédent) et reçoit de grandes cérémonies publiques. Les discours et les pratiques qui entourent ce site permettent de mettre en avant le rôle des témoins matériels (sites géographiques, monuments) dans la construction de la mémoire et de suggérer que les paysages constituent des «moyens mnémotechniques et des lieux de révision de l'histoire» (p. 135).

Le quatrième chapitre (*Of War Heroes, Martyrs and Invalids*) s'interroge sur la masculinité en temps de guerre et en situation post-conflit. Il s'agit d'une discussion sur la relation étroite qui existe entre le genre et la nation. Les discours sur la mémoire et les pratiques de commémoration sont en effet non seulement «genrés», mais ils contribuent à reproduire les rapports de sexe. L'auteur s'intéresse à l'image du guerrier et du héros pendant la guerre des années 1990 et se penche plus particulièrement sur le traitement politique et la réception locale de deux figures héroïques de cette époque, deux généraux accusés de crimes de guerre.

Le cinquième chapitre (*Mobilising Local Reserves*) porte sur les résistances locales à la mondialisation. Il introduit le concept de «réserves», emprunté à Hauschild (2008, 2007), pour décrire des «perceptions locales sur l'exploitation des ressources naturelles, technologiques et humaines et des comportements réactifs face à la perte ou à la raréfaction de ces ressources» (p. 263). Parmi ces réserves figurent des modèles familiaux, un type d'agriculture de subsistance ou encore le recours à une imagerie méditerranéenne qui s'oppose à la fois aux repoussoirs que constituent les Balkans et l'Union européenne. Dans tous les cas, il s'agit pour une population dont les conditions d'existence se transforment rapidement, d'inventer de nouvelles façons de donner un sens et une dignité à leurs vies. On parvient ainsi à l'extrémité du fil directeur le long duquel les cinq chapitres s'organisent: comment vivre, comment se situer, dans une région périphérique (de la Croatie, de l'Europe)? Comment concilier le repli identitaire autour de la localité et simultanément l'insertion dans des tendances mondialisées? L'ouvrage s'inscrit ainsi dans le champ des études qui s'intéressent à l'interaction entre le local et le global et aux manifestations localisées de la mondialisation.

Plusieurs thèmes traversent ainsi ces différents chapitres: l'identité régionale et son articulation avec le nationalisme et l'ethnicité, la frontière et la périphérie, le genre, la mémoire et la réécriture de l'histoire, le post-socialisme, les guerres, la Méditerranée. Par son intérêt pour l'histoire récente et l'actualité, par son inscription théorique dans le champ des études sur le nationalisme et les identités collectives, ce livre s'inscrit ainsi dans la continuité du renouveau des études balkaniques initiés dans les années 1990.

Outre l'ethnographie très riche et historiquement informée, déjà mentionnée, les points forts du livre me semblent se situer à deux niveaux. En premier lieu, cette ethnographie est adéquatement interprétée avec le recours de la littérature anthropologique disponible sur les différents champs abordés. Certaines des interprétations et analyses de l'auteur contribuent à nuancer, à actualiser ou à critiquer des travaux existants. L'observation des pratiques commémoratives liées aux massacres perpétrés lors des guerres passées et de leur inscription dans le paysage par exemple (chapitre 3), est ainsi l'occasion de montrer un changement par rapport à la situation décrite par d'autres anthropologues dans les années 1990: pour Michaela Schäuble, le but de ces commémorations n'est plus de revendiquer un territoire ou d'attiser les tensions interethniques, mais il s'agit désormais d'une «bataille rhétorique pour imposer une version du passé», une version dans laquelle la Croatie «joue le rôle d'une nation défavorisée et victime qui ne peut être tenue pour responsable de la guerre des années 1990» (p. 137). Ailleurs, à propos des rapports de sexes, de la construction de la masculinité et de la résurgence de modèles familiaux «patriarcaux», elle n'hésite pas à critiquer les travaux de démographie historique, comme ceux de Karl Kaser, qui tendent selon elle à essentialiser des modèles familiaux et les comportements qui leur sont associés (p. 204, p. 270-271).

En deuxième lieu, le livre suggère une discussion sur la place des Balkans dans les études méditerranéennes et sur les apports et les limites de ces dernières dans la compréhension des réalités balkaniques. On notera les nombreuses références à l'ouvrage de Horden et Purcell (2000) – dont la réception dans les études balkaniques a plutôt été discrète – et l'observation de revendications «méditerranéennes» de la part des habitants et habitantes de la Dalmatie invite, comme le fait l'auteure, à revenir sur le destin de la catégorie «Médi-

terranée» en anthropologie. D'une lecture stimulante et constituant une contribution de qualité aux études balkaniques, le livre peut aussi, on l'espère, susciter un dialogue fécond entre études balkaniques et études méditerranéennes.

RÉFÉRENCES

Hauschild Thomas. 2007. «Reserven gegen die Globalisierung in mediterranen Gesellschaften». Rahmenpapier zu Anträgen auf Sachbeihilfe für ethnologische Feldforschungen (unveröffentlichtes Manuskript).

Hauschild Thomas. 2008. *Ritual und Gewalt: Ethnologische Studien an europäischen und mediterranen Gesellschaften*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp.

Horden Peregrine, Purcell Nicholas. 2000. *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*. Oxford: Blackwell.

COLONIAL SWITZERLAND

Rethinking Colonialism from the Margins

Purtschert Patricia, Fischer-Tiné Harald (dir.)
2015. Basingstoke: Palgrave Macmillan. ISBN 978-1-137-44273-4. 323 p.

Texte: *Mélanie Pétrémont, Université de Genève*

En 2013, «Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonismus ohne Kolonien» (cf. Lavanchy 2013), a marqué les débuts de la recherche dans les études postcoloniales en Suisse. Ce livre répondait au besoin conceptuel pour penser l'héritage colonial d'un pays n'ayant pas possédé de colonie au sens administratif du terme. «Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins», également dirigé par Patricia Purtschert ainsi que Harald Fischer-Tiné, poursuit ce projet en l'orientant cette fois davantage sur les modalités de la co-construction du projet colonial et impérialiste entre la Suisse et les autres puissances coloniales. Les douze études de cas inédites, couvrant une période historique allant du XVIIe siècle à nos jours, analysent la Suisse comme un espace interconnecté s'insérant par ses entreprises diplomatiques, commerciales, culturelles et scientifiques au sein du monde colonial au fil de ses mutations.

Le livre s'organise en quatre parties thématiques portant chacune sur l'intrication de la Suisse au projet colonial, mais à des niveaux différents: scientifique, économique, identitaire et politique. Dans la première partie trois auteurs relisent des épisodes marquants de l'histoire des sciences naturelles suisse entre 1700 et 1960 en montrant qu'elle est tributaire de postulats reposant sur l'imaginaire colonial de leurs contemporains. On apprend par exemple avec *Bernhard C. Schär* que le physicien et naturaliste zurichois J. J. Scheuchzer (1672-1733) s'inspira de la théorie des climats pour inventer la catégorie «homo alpinus» désignant les habitant-e-s des Alpes. Ou encore que le botaniste évolutionniste Oswald Heer (1809-1893) compara des fossiles trouvés dans les Alpes avec des organismes vivant dans des zones tropicales, plaçant ainsi au même stade d'évolution la Suisse au moment de la préhistoire et les régions tropicales du XIXe siècle. Or, le «déni de co-temporalité» (*denial of coevalness*)[1] n'était pas l'apanage du naturalisme suisse mais bien une aporie propre au champ des sciences coloniales (*colonial knowledge*). *Pascal Germann* montre quant à lui l'importance jouée par les échanges de la Suisse avec les académies coloniales européennes pour l'institutionnalisation de l'anthropologie suisse. Son article soutient que les puissances coloniales européennes fournissaient non seulement un accès privilégié aux populations indigènes, mais aussi le référentiel théorique et méthodologique des enquêtes suisses. Le succès de l'Institut d'anthropologie de Zürich, du moment de la standardisation des méthodes de la «science raciale» à celui du développement de l'eugénisme (1920-1950), repose ironiquement sur la neutralité politique de la Suisse érigée en gage de qualité d'objectivité scientifique et attirant ainsi les académicien-ne-s étranger-e-s. Les échanges scientifiques internationaux sont examinés par *Lukas Meier* dans sa recherche historique sur les activités du Centre suisse de Recherche Scientifique et de l'Office Scientifique et Technique de l'Outre-Mer (France) dans les années 1950 en Côte d'Ivoire. La France, en plein processus de décolonisation, remodèle son rapport aux colonies dans le sens du développement au même moment où les Suisses réduisent leur écart dans une sorte de «colonialisme de rattrapage» (catch-up colonialism) (p. 75). Cette co-présence de différentes temporalités nationales de la science coloniale n'empêche pas les Européens en présence de s'entendre sur un fond épistémique commun (common epistemic) (p. 76) sur le plan de la langue et des postulats colonialistes de la science.

Loin d'être une entrave à l'expansion coloniale, l'absence d'administration coloniale a permis au commerce suisse de bénéficier d'un accès étendu aux réseaux et marchés locaux *via* des relations diplomatiques avec les administrateurs colo-

[1] La notion est de l'anthropologue Johannes Fabian.

niaux d'autres empires. Ce point crucial fait l'objet des articles de la deuxième partie consacrée à la participation de la Suisse à la production coloniale sur le plan économique. *Andreas Zangger* décrit la spécificité du colonialisme suisse au travers de l'histoire d'expatriés de la classe moyenne en Asie au XIXe siècle. Au- delà de ses particularismes, l'expansionnisme helvétique partage avec celui des autres puissances coloniales plusieurs traits qui font pour Zangger l'«essence du colonialisme» (p. 96): le recours au terme «colonie» pour désigner les comptoirs et territoires d'outre-mer où vivent des Suisses; l'établissement d'accords commerciaux avec des partenaires coloniaux; l'évincement des industries locales au profit des méthodes de productions suisses et le traitement légal inégalitaire entre les autochtones et les Suisses.

Plusieurs chapitres reconnectent l'aide au développement suisse aux accords commerciaux et scientifiques qui l'ont précédé. L'étude de cas d'*Angela Sanders* est consacrée à l'importation en 1964 au Pérou de vaches alpines pour y implanter des industries de fromage suisses. Cette entreprise est à la base du lancement d'un programme d'aide au développement mettant en place un marché d'exportation rentable sous couvert de mission civilisatrice. L'imaginaire colonial alpin a pu inspirer la constitution d'une «Suisse andine» (p. 110) d'expatriés au Pérou s'autoproclamant «colonie suisse» (p. 111). Pratiquement au sujet de la même période, *Patricia Purtschert* nous montre comment la similarité d'un pays montagneux a été le critère pour faire du Népal l'un des premiers bénéficiaires de l'aide suisse au développement. Son article nous éclaire sur le rôle que le sens métaphorique de la montagne a joué dans l'auto-représentation de la Suisse dans la construction de l'identité nationale de la moitié du XXe siècle en Suisse. A partir de matériau relatif aux expéditions de 1952 et 1956 dans l'Himalaya, l'alpinisme est analysé en tant que «pratique coloniale» (p. 184). Les descriptions de ces expéditions fleurissent en effet de métaphores coloniales de conquêtes et de dominations de territoires vierges et hostiles, qui permettent aux Suisse-sse-s de construire une identité nationale dans un double mouvement spécifique d'altérisation (p. 184) et d'analogie. *Patricia Hongler* et *Marina Lienhard* nous plongent dans les correspondances entretenues entre des Suisse-sse-s en mission à l'étranger et les institutions de leur rattachement, respectivement l'Ecole tropicale suisse de Bâle et le Service des volontaires de l'aide au développement de la Confédération. Bien que cette période intervienne après la décolonisation (entre 1950 et 1970), les auteures remarquent que le colonialisme et en particulier l'archétype de l'«homme blanc» assumant sa mission civilisatrice (p. 214) agissent comme référence principale autant dans l'auto-perception des expatrié-e-s que dans la façon qu'ils ont de différencier des populations locales au travers de leur pratique sur le terrain. L'article de *Ruramisai Charumbira* fait de même au travers d'une analyse intersectionnelle du parcours de vie de Bertha Herdegger – femme médecin suisse partie exercer en Afrique du Sud en 1932. Ici aussi, nous voyons comment les perspectives de carrière et l'engouement pour la mission civilisatrice des Blanc.he.s ont posé les jalons de l'aide au développement avec les ex-colonies telles qu'on la connaît aujourd'hui, sédimentant du même geste l'auto-représentation des Suisse-sse-s dans ce que *Rohit Jain* nomme la «structure paternaliste suisse d'attitude et de référence (p. 146)».

Deux études ethnographiques analysent ces attitudes ambivalentes au niveau du positionnement des Suisse-sse-s vis-à-vis des étranger-e-s aujourd'hui. Rohit Jain analyse le Gruezi India Summer Festival organisé en 2008 à l'occasion du 60e anniversaire du Traité d'Amitié Indiano-suisse. Dans ce contexte, ce «spectacle de l'Indianité» (p. 134) cristallise l'imaginaire exotique de l'Inde, tout en laissant paraître la puissance culturelle et économique récemment acquise par le pays. Ces bouleversements des rapports économico-politiques, rendus visibles par la présence de touristes et de travailleurs hautement qualifiés non-blancs sur le territoire helvétique, bouscule l'auto-perception des Suisses. Le racisme et le recours à l'exotisation de la culture indienne seraient le résultat de cette «anxiété postcoloniale» au moment où la suprématie culturelle suisse est menacée. En témoigne également la recherche menée par *Anne Lavanchy* auprès des officier-e-s d'état civil en charge des procédures administratives de mariage dans le Canton de Genève entre 2009 et 2010. L'approche des critical whiteness studies (cf. Michel & Honegger 2010) donne à voir la construction institutionnelle de la ressemblance nationale au niveau des interactions et un paradoxe spécifique de l'ordre racial d'une société suisse «silencieuse sur la race» [race mute] mais loin d'être «aveugle à la race» (*race blind*, p. 278). L'implicite devient explicite dans la bouche des fonctionnaires qui évaluent la compatibilité des candidats au mariage au prisme de présupposés de genre de classe et de «race», dans des formules comme «qui se ressemble s'assemble» renforçant l'idée que certaines cultures seraient plus assimilables à la culture suisse que d'autres.

Les articles de *Harald Fisher-Tiné* et d'*Ariane Knüssel* s'intéressent quant à eux aux perceptions orientalistes des Suisse-sse-s vis-à-vis de l'Asie. En prenant comme ancrage le parcours du sociologue et révolutionnaire indien Shyamji Krishnavarma (1857-1930) sur le sol genevois, le premier reconstitue la trame des circulations entre des membres exilés de la diaspora anti-impérialiste indienne dans le contexte du début du XXe siècle marquée par une cohabitation contradictoire entre l'idéologie libérale et internationaliste incarnée par la Société des Nations et l'émergence d'une

politique suisse xénophobe. L'articulation des parcours individuels au contexte transnational, comme chez Charumbira et Jain entre autres contributions de l'ouvrage, nous éclaire sur le caractère interconnecté de la construction des identités nationales. *Ariane Knüssel* nous offre un exemple quasi caricatural de l'aveuglement de la Suisse face à sa propre participation au projet impérialiste occidental. Basé sur l'analyse de rapports semi-officiels truffés de stéréotypes orientalistes rédigés par le Consul suisse en Chine de l'époque en 1923, l'auteure nous rappelle que la Suisse a été le dernier pays à y obtenir les mêmes droits économiques et légaux que les autres pays en présence. On peut s'étonner avec *Shalini Randeria* (qui rédige la postface) d'une Suisse qui assène sa neutralité en saluant les protestataires chinois-e-s qui fustigent l'impérialisme des puissances étrangères en présence, oubliant que la Suisse elle-même en était.

La richesse et la diversité de ces douze contributions trouvent leur unité dans la posture épistémologique du courant post-colonial suisse intégrant le «tournant transnational» historiographique initié par Benedict Anderson (2007) et l'approche subalterne et relationnelle en historiographie (Chakrabarty 2000, Osterhammel 2001). Celle-ci permet d'éclairer de manière critique les modalités de l'investissement suisse dans la «cosmologie européenne coloniale» (Charumbira, p. 164). L'originalité et la force de l'ensemble des recherches résident également dans la mise en tension des niveaux micropolitique de leur objet d'étude avec leur contexte macrosociologique. On ne peut que se réjouir de la parution de cet ouvrage qui ouvre un éclairage radicalement nouveau sur des objets d'étude sur la Suisse devenus classiques en sciences humaines, comme l'aide au développement, la politique de neutralité, l'identité nationale ou encore le rapport aux étranger-e-s, tout en s'astreignant à une rigueur scientifique et une exigence politique.

RÉFÉRENCES

Anderson Benedict. 1983. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. London: Verso.

Chakrabarty Dipesh. 2000. *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton: Princeton University Press.

Michel Noémi, Honegger Manuela. 2010. «Thinking Whitness in French and Swiss Cyberspaces». *Social Politics* 17(4): 423-49.

Lavanchy Anne. 2013. «Review: Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonie». *Tsantsa* 18: 123-125.

Osterhammel Jürgen. 2001. *Geschichtswissenschaft jenseits des Nationalstaat: Studien zu Beziehungsgeschichte und Zivilisationsvergleich*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht.

ETHNOLOGIE UND SOZIALE ARBEIT

Fremde Disziplinen, gemeinsame Fragen?

Magnus Treiber, Nicolas Griessmeier, Christian Heider (Hg.)
2015. Opladen: Budrich UniPress. ISBN 978-3863880880. 274 S.

Text: *Barbara Waldis, Hochschule für Soziale Arbeit (HETS), HES-SO Valais-Wallis*

Die Aufsatzsammlung verschafft einen Einblick in den interdisziplinären Dialog, wie Ethnologie und Soziale Arbeit einander gegenseitig bereichern, sich unterscheiden und sich abgrenzen. Ethnologinnen, Ethnologen und Sozialarbeitende scheinen, so die Herausgeber, sich mit ähnlichen Gruppen und Fragestellungen zu befassen. Trotzdem fehlt, so argumentieren sie weiter, eine «theoretische Auseinandersetzung» über «Unterschiede, Grenzen und Kooperationsmöglichkeiten» (S.10) bislang weitgehend. Auch in heutigen Standardwerken beider Disziplinen werde der «Einfluss, die Kompetenz und das Angebot des jeweils anderen Faches» ignoriert (S. 13). Die Herausgeber wollen mit der Aufsatzsammlung dazu beizutragen, das «gegenseitige Desinteresse zu überwinden» (S. 13) und mit ethnologischen und sozialarbeiterischen Beiträgen aus Forschung, Lehre oder beruflichen Beziehungen gemeinsam bearbeitete Themen diskutieren.

Magnus Treiber beschreibt die ethnografisch erhobene Migrationsbiografie eines jungen Eritreers namens Beteseb und kommentiert nebenbei aktuelle Herausforderungen der Ethnografie. Eine Biografie, so der Autor, sei einem Fallbeispiel ähnlich, also auch für die Soziale Arbeit eine «konzeptuelle Grösse» (S.21). Der Autor versteht Migration als Transformationsprozess eines Individuums, bei dem in Bezug auf das soziale Umfeld auch mögliche Begleiterscheinungen wie Misstrauen, Ausweichen, Betrug und Manipulation entsprechend zu interpretieren seien.

Sabrina Maurus erforscht mit einer Sozialarbeiterin das von der Sozialen Arbeit «dominierte» (S. 29) Feld der Strassenkinder in Addis Abeba. Die Autorin rekonstruiert die Zusammenarbeit mit «unterschiedlichen Grundannahmen» und «divergierenden (Erkenntnis-) Interessen» (S. 29). Dabei stelle die Ethnologie z.B. die Konzepte «gewöhnliche», «idealisierte» oder «geraubte» Kindheit in Frage, die Soziale Arbeit hingegen baue darauf auf. Und die Handlungsspielräume der Strassenkinder würden aus sozialarbeiterischer Perspektive als «handlungsrelevante Informationen» für praxisbezogene Interventionen erfasst (S.38), aus ethnologischer Perspektive hingegen würden sie als Lebenswelt jenseits gängiger Kategorisierungen verstanden.

Elisabeth Tauber thematisiert die interdisziplinäre Zusammenarbeit einer Ethnologin mit einer Sozialarbeiterin bei der «Integration» (S. 49) von Sinti und Roma in Norditalien. Die Autorin formuliert als gemeinsam akzeptierbares Ziel für die anwendungsorientierte Soziale Arbeit und die analyseorientierte Ethnologie das Wohl der Adressatinnen und Adressaten. Am Beispiel des Alteisenhandels der Sinti und Roma zeigt die Autorin auf, wie die Zusammenarbeit der Sinti, der kritischen Sozialarbeiterin, der Ethnologin als Übersetzerin und des an sozialer Gerechtigkeit interessierten Beamten funktionieren kann.

Monika Litscher diskutiert die interdisziplinäre Zusammenarbeit bei der Stadtentwicklung in der Schweiz. Die Autorin kritisiert den analytisch kaum reflektierten Begriff der Mitwirkung in der Sozialen Arbeit. Aus kulturwissenschaftlicher Perspektive könnten, so die Autorin, die Untersuchungsanlagen anwendungsorientiert mit der «kooperative[n] Ethnografie» (S. 77) der Chicago-Schule erweitert werden, welche für Ethnologie und Soziale Arbeit eine gemeinsame Grundlage für die Analyse vernachlässigter Stadtteile darstellt. Die Autorin fordert für alle Akteure der Städteplanung eine kulturwissenschaftlich kritische Haltung gegenüber den aktuellen transnationalen Verflechtungen und gegenüber neuen Regierungstechniken.

Nicolas Griessmeier beleuchtet die besonderen Herausforderungen der Sozialen Arbeit im Umgang mit unbegleiteten minderjährigen Flüchtlingen aus westafrikanischen Staaten in Deutschland. Konzeptuelle Übersetzungsarbeit, Hintergrundwissen zu den Herkunftsländern, kritischer Umgang

mit dem Begriff «Kultur» (S. 103) wären für den Autor nützliches, ethnologisches Wissen. Hingegen fehlt Ethnologen und Ethnologinnen aus Sicht des Autors sozialarbeiterisches Wissen für veränderungsorientiertes Handeln.

Darja Zavirsek skizziert die Veränderungen ihrer ethnografischen Praxis während der postsozialistischen Ära in Slowenien, wo sie Forschungsmethodik für Sozialarbeitende unterrichtet. Die Autorin transformiert die Ethnografie als Forschungsmethode. Statt Ethnografie in einem Dorf betreibt sie Ethnografie in einer staatlichen, psychiatrischen Institution. Ausgehend von einer differenzierten Perspektive auf die Relevanz aktueller disability Paradigmen (S. 108f.) benennt die Autorin präzise die postsozialistischen Veränderungen im Verständnis psychisch kranker Menschen in psychiatrischen Institutionen.

Simon Goebel diskutiert den «sensiblen, antidiskriminierenden und konfliktentschärfenden» Umgang mit «nationalzentrierten» Interpretationen (S. 134). Die Studierenden der Sozialen Arbeit stellten sich Kultur «als eine abgrenzbare Einheit» vor und er, so der Autor, verstehe es als seine Aufgabe, diesen Kulturbegriff zu dekonstruierenden und mit den Studierenden ein «kulturalisierendes Verständnis der Nation oder andere kulturelle Kategorisierungen» (S. 153) zu reflektieren. Mirka Jöllenbeck kommentiert diese Vorgehensweise anhand eines Projekts über unbegleitete minderjährige Flüchtlinge.

Richard Pfeilstetter beschreibt die ungleiche Institutionalisierung von Ethnologie und Sozialer Arbeit in Spanien. Soziale Arbeit werde seit 1980 an der Universität unterrichtet und «in der Prä-Bologna-Ära» sei ein «Diplom in einem sozialwissenschaftlichen Fach, zum Beispiel in Sozialer Arbeit, Zugangsvoraussetzung für den Hauptstudiengang Sozialanthropologie» gewesen (S. 166). Die strukturelle Einbindung führte nach dem Autor dazu, dass in Spanien Sozialarbeitende oft auch über ein Ethnologiestudium verfügten. Die Methoden, die Grundannahmen beider Disziplinen würden komplementär gehandhabt und viele Fragen der sozialen Arbeit würden als «Teil sozialanthropologischer Forschung» (S. 175) gelten, die Ethnologie sei dabei die «grosse Schwester» der Sozialen Arbeit.

Magnus Treiber fragt, was Ethnologie braucht, um Bezugswissenschaft der Sozialen Arbeit zu werden. Trotz des gemeinsamem Nenners der Stadtforschung in Chicago, wo Armut und Immigration sowohl Ethnologie wie Soziale Arbeit beschäftigten, ergab sich ein gegenseitiges Desinteresse, so der Autor, aufgrund der Unterschiede beim Selbstverständnis, den Aufgaben, den Methoden und den Einsatzorten. Globalisierung könnte für den Autor die Chance für eine erneute Annäherung beinhalten.

Hermann Amborn skizziert – in einem Reprint von 1993 – die Geschichte der Aktionsethnologie, grenzt sie durch die «Preisgabe des Mittel-Zweck-Schemas» (S. 204) von der angewandten Ethnologie ab und charakterisiert sie als gleichberechtigte Interaktion, als Unterstützung bei einer selbstbestimmten Problemlösung. Der Autor leitet daraus eine kritische Ethnologie ab, bei der sich die Fragestellung aus dem Kontext ergäbe. Selbstreflexion und eine kritische Haltung gegenüber der eigenen Gesellschaft seien Teil des Forschungssettings und die Ethik der Ziele sowie die Beweggründe fürs Handeln seien kritisch zu hinterfragen. Nicolas Griessmeier kommentiert den Artikel und verbindet Aktionsethnologie mit einem kritischen Ansatz der Sozialen Arbeit.

Michael Domes beschliesst die Aufsatzsammlung mit zehn Punkten, mit denen er die Beziehung zum «Andern» aus der Perspektive der Sozialen Arbeit präsentiert. Eine professionelle Beziehungsgestaltung in der Sozialen Arbeit bedingt seiner Ansicht nach unter anderem die Handlungsorientierung und ihre Dilemmata auszuhalten sowie die Ethik und die soziale Gerechtigkeit nicht aus den Augen zu verlieren. Zu diesem Artikel fehlt ein Kommentar aus ethnologischer Sicht.

Die Annäherung von Ethnologie und Sozialer Arbeit ist in der Aufsatzsammlung als These ständig präsent, wer aber nach einer vertieften Auseinandersetzung über die unterschiedlichen Ausrichtungen der beiden Disziplinen sucht, könnte nach der Lektüre leicht enttäuscht sein. Die Herausgeber versuchen nicht, einander konkurrierende Konzeptualisierungen von Berufsfeldern und Gewichtungen in den Beiträgen in einer Einleitung oder einer Schlussbetrachtung auf den Punkt zu bringen, sie gliedern die Beiträge lediglich in die Bereiche Methode, Zusammenarbeit, Lehre und Institution, Handeln und Ethik.

Die Auftragssammlung trägt zu Recht den Titel «Ethnologie und Soziale Arbeit», sind es doch vor allem Ethnologinnen und Ethnologen (nur drei Autoren haben keine ethnologische Ausbildung), die beschreiben, wie eine Annäherung aussehen sollte. Damit jedoch Sozialarbeitende den Dialog mit Ethnologinnen und Ethnologen suchen würden, müsste die aus ethnologischer Sicht störende Normativität der Sozialen Arbeit offener thematisiert werden. Das gilt auch für die immer wieder betonte handlungs- und verstehensorientierte Gegenüberstellung beider Disziplinen. Schliesslich fragt sich, inwiefern ein allzu starkes Insistieren auf der gesellschaftskritischen Haltung der Ethnologie dazu führen könnte, das Potential einer kritischen Sozialen Arbeit zu unterschätzen und die Normativität der eigenen Disziplin zu übersehen.

Insgesamt thematisiert die Aufsatzsammlung für beruflich Engagierte in Ethnologie und Sozialer Arbeit viele spannende, praxisbezogene Fragen möglicher Anwendungsorientierungen der Ethnologie. Indirekt steht auch die Frage im Raum, ob und wie handlungsorientierte Forschung wissenschaftlich sein kann. Denkanstösse für weitere interdisziplinäre Projekte bieten insbesondere die Artikel zur Transformation der ethnografischen Praxis, zu den Rahmenbedingungen beider Disziplinen und zur Aktionsethnologie.

LITERATURVERZEICHNIS

Heinzel Friderieke, Thole Werner, Peter Cloos, Stefan Köngeter. 2010. *Auf unsicherem Terrain: Ethnographische Forschung im Kontext des Bildungs- und Sozialwesens*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.